

Communiqué de presse

Paris, le 1er mars 2024

Devoir de vigilance européen : Ne pas voter l'accord de compromis fragiliserait davantage la compétitivité des entreprises françaises

Le Mouvement Impact France exprime sa vive inquiétude face à l'absence de majorité qualifiée sur la directive européenne sur le devoir de vigilance des entreprises.

Axe essentiel du Green Deal, ce texte constitue une opportunité historique de réguler les impacts négatifs des chaînes d'activités des grandes entreprises sur l'environnement et les droits humains, et de mettre fin au morcellement des obligations de vigilance en Europe et dans le monde, souvent source d'insécurité juridique pour les entreprises.

Alors que les scandales sociaux et environnementaux se répètent, le Mouvement Impact France déplore le revirement de position de la France dans les négociations qui, après avoir soutenu ce texte a demandé la révision des seuils d'applicabilité de la directive aux seules entreprises de plus de 5 000 salariés (contre 500 dans la version de compromis adoptée en trilogue), puis n'a pas affirmé de soutien public ferme lors du dernier COREPER.

Impact France s'étonne également que l'opposition à cette directive se fasse au nom de la "compétitivité des entreprises françaises", quand ce texte a notamment pour conséquence de mieux lutter contre la concurrence déloyale d'entreprises étrangères aux standards sociaux et environnementaux très inférieurs.

Le Mouvement Impact France appelle donc la France à soutenir l'accord de compromis validé en trilogue en décembre dernier et à œuvrer pleinement pour garantir son adoption définitive.

Pascal Demurger, coprésident d'Impact France : *"Au XXIème siècle, compétitivité et responsabilité ne peuvent se penser l'une sans l'autre. Être une entreprise responsable, vigilante quant à ses impacts écologiques et humains, est une source de résilience et donc de compétitivité durable. De la même manière, responsabiliser nos partenaires commerciaux étrangers en les alignant sur les standards européens, est une source de compétitivité pour notre économie. C'est tout le sens et l'utilité de la directive sur le devoir de vigilance des entreprises"*

Julia Faure, coprésidente d'Impact France : *"Le revirement de la France est une trahison pour les usines françaises. Au nom de la compétitivité de notre industrie textile, et du "made in France" en général, nous demandons au gouvernement de soutenir ce texte car c'est bien le vrai avantage compétitif du produire français : des standards sociaux et écologiques à la pointe."*

Philippe Zaouati, porte-parole Europe d'Impact France : *"Nous regrettons profondément, avec nos partenaires européens de la coalition Business for a Better Tomorrow, le blocage de cette directive. Nous réitérons notre appel au gouvernement à défendre les entreprises européennes en soutenant le texte de compromis adopté en trilogue en décembre dernier dans le cadre des négociations en cours au niveau européen."*

Contact presse :

Antoine Gelot - Agelot@impactfrance.eco ; 06 40 70 86 52

A propos du Mouvement Impact France :

Le premier mouvement des entrepreneurs et dirigeants français qui mettent l'impact écologique et social au cœur de leur entreprise. Plus d'infos : <https://www.impactfrance.eco/>